

La situation au Burundi examinée par le Conseil de sécurité de l'ONU

@rib News, 16/06/2019 Source ONU Info Burundi : il faut que le dialogue reprenne dans les plus brefs délais (Union africaine) Le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Smail Chergui, a jugé vendredi devant le Conseil de sécurité de l'ONU qu'il fallait que le dialogue au Burundi reprenne dans les plus brefs délais pour permettre la réconciliation dans ce pays.

« Le dialogue inter-burundais (â€!) n'a pas enregistré de franches avancées », a déclaré M. Chergui devant les membres du Conseil lors d'une réunion consacrée à la situation au Burundi. Selon lui, « il n'y a pas d'autre alternative ». « Le dialogue inter-burundais inclusif doit reprendre dans les plus brefs délais car il constitue, sans aucun doute, le seul moyen susceptible de promouvoir et renforcer la cohésion nationale permettant ainsi la restauration de la paix, de la sécurité durable et de la réconciliation dans ce pays », a-t-il ajouté. S'agissant des élections présidentielles 2020, le responsable de l'Union africaine a estimé qu'il fallait accorder la mise en place de conditions « favorables à l'organisation d'élections libres et transparentes, se déroulant dans un climat pacifique et apaisé ». M. Chergui a noté que le climat politique au Burundi devenait « de plus en plus délicat » et que les partis d'opposition se plaignaient d'arrestations arbitraires de leurs membres et d'entraves à leurs activités politiques sur le terrain. Il a affirmé l'engagement de l'Union africaine à continuer de soutenir tous les efforts visant à trouver une solution durable et consensuelle à la situation « dans cette phase critique en vue d'assister le Burundi dans l'organisation d'élections transparentes ». De son côté, le Sous-Secrétaire général des Nations Unies à la consolidation de la paix, Oscar Fernandez-Taranco, a noté que la situation des droits de l'homme au Burundi restait « préoccupante au vu des nombreuses violations des libertés civiles et politiques fondamentales commises par les acteurs politiques, certains médias et des organisations de la société civile ». Il a indiqué que l'Envoyé spécial du Secrétaire général au Burundi, Michel Kafando, retournerait dans la région pour discuter de la meilleure manière dont l'Union africaine et les Nations Unies peuvent soutenir les efforts régionaux.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});